

---



# AMUNDI FINANCE

## Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2022

---

# SOMMAIRE

1. Rapport d'activité au 30 juin 2022 .....	3
2. Etats financiers au 30 juin 2022 .....	20
3. Rapport des Commissaires aux Comptes .....	59
4. Déclaration du Directeur Général .....	63

---

  

---

  

# 01

## Rapport d'activité au 30 juin 2022

## RAPPORT SEMESTRIEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE AMUNDI FINANCE Sur les comptes sociaux au 30 juin 2022

### ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2022

Les principales activités de la société Amundi Finance sont les suivantes :

- Activité de garantie donnée aux fonds et aux notes,
- Activité d'émissions notes à travers ses filiales ou en direct,
- Activité sur les Instruments Financiers à Terme et collatéralisation.

#### 1. Activité de garantie donnée aux fonds

Montant commercialisé ou en cours de commercialisation en euros	Engagements 31/12/2021	Engagements 30/06/2022	variation en montant	variation en %
Fonds à Formule	5 277 932 637	4 620 109 680	-657 822 957	-12.5%
Fonds en assurance de portefeuille	2 813 166 555	2 559 452 019	-253 714 536	-9.0%
autre fonds garantis (OPC monétaire)	1 417 076 209	1 682 979 006	265 902 798	18.8%
<b>Total Fonds garantis</b>	<b>9 508 175 401</b>	<b>8 862 540 705</b>	<b>-645 634 695</b>	<b>-6.8%</b>
Notes Amundi finance Emissions	4 581 685 409	4 282 984 500	-298 700 910	-6.5%
Notes LCLE	8 570 125 467 *	6 273 168 754 **	-2 296 956 713	-26.8%
<b>Total Notes</b>	<b>13 151 810 876</b>	<b>10 556 153 254</b>	<b>-2 595 657 622</b>	<b>-19.7%</b>
<b>Total engagements</b>	<b>22 659 986 277</b>	<b>19 418 693 959</b>	<b>-3 241 292 318</b>	<b>-14.3%</b>

\*Dont 1 620 millions de Notes en cours de commercialisation

\*\*Dont 900 millions de Notes en cours de commercialisation

### **Exposition en engagement**

Les engagements de garantie donnée aux fonds sont en baisse de 645 635 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2021, dont :

- La baisse des engagements de garantie des Fonds en assurance de portefeuille (CPPI) par rapport au 31 décembre 2021 ( -253 715 milliers d'euros),
- L'augmentation des engagements des autres fonds garantis (+ 265 903 milliers d'euros) vient compenser en partie la baisse des engagements des Fonds à formule PEA et non PEA (- 657 823 milliers d'euros).

Les engagements de garantie des EMTN émis par Amundi Finance Emissions et LCL Emissions (couvertes par une contre-garantie donnée respectivement à Crédit Agricole S.A. et LCL qui en sont les garants respectifs) sont en baisse nette de 2 595 658 milliers d'euros au 30 juin 2022 dont :

- Les EMTN émis par Amundi Finance Emissions et garantis par Amundi Finance (- 298 701 milliers d'euros),
- Les EMTN émis par LCLE et garantis par Amundi Finance (- 2 296 957 milliers d'euros).

### **Impact pour l'activité de garant sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022**

Il y a eu 3 514 milliers d'euros d'appel au garant durant le 1<sup>er</sup> semestre 2022 principalement composés de fonds monétaires de recyclage des fonds à formule et des émissions échus en fonds avec garantie en capital sur 6 mois.

Des provisions pour appel en garantie ont été enregistrées au 30 juin 2022 pour un montant total de 9 082 milliers d'euros dont principalement 5 053 milliers d'euros au titre du fonds Testament Obsèques, 4 029 milliers d'euros au titre des fonds de recyclage des fonds à formules, le niveau bas des taux actuels ne permettant pas aux actifs des fonds d'assurer la garantie.

Aucune provision sur les fonds à formule n'est enregistrée au 30 juin 2022, du point de vue du risque de crédit, la situation est stable et les perspectives d'appel au garant sont faibles.

Des provisions pour risque d'appel en garantie sur les déficits des véhicules d'émission sont comptabilisées pour 9 944 milliers d'euros au 30 juin 2022.

Aucune provision n'est constatée par Amundi Finance au 30 juin 2022 sur les notes émises par ses filiales.

## **2. Activités sur les émissions de notes**

Les filiales dédiées à l'activité d'EMTN "Amundi Finance Emissions" et "LCL Emissions" ont poursuivi en 2022 leur programme d'émission auprès du réseau Crédit Agricole pour la première, du réseau LCL pour la seconde, respectivement pour un notionnel commercialisé de 164 millions d'euros et 1 206 millions d'euros.

Les montants circulants au 30 juin 2022 (hors émissions en cours de commercialisation) s'élèvent à 3 809 millions d'euros pour Amundi Finance Emissions, 4 354 millions d'euros pour LCL Emissions et 31 millions d'euros pour les émissions directes d'Amundi Finance.

## **3. Activité sur Instruments Financiers à Terme et collatéralisation**

L'activité sur les Instruments Financiers à Terme (Swaps de taux, de performance, options et cross currency swap) par Amundi Finance représente un notionnel de 61 716 millions d'euros au 30 juin 2022 (contreparties externes, fonds, filiales et sociétés du groupe Amundi inclus) contre 61 556 millions d'euros au 31 décembre 2021.

## **4. Activité de Garantie Bancaire**

Amundi Finance a octroyé au premier semestre 2022 une garantie bancaire pour le lancement à venir du Fond SCPI AMUNDI DELTA SANTE pour un montant de 38 668 millions d'euros.

## COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2022

Le **Produit Net Bancaire** s'élève à 95 398 milliers d'euros contre 101 132 milliers d'euros au 30 juin 2021.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
<b>PNB GESTION</b>	<b>23 399</b>	<b>56 071</b>	<b>27 434</b>
commissions (produits)	<b>41 349</b>	<b>88 570</b>	<b>42 279</b>
<i>dont commissions fixes sur engagements de Hors Bilan</i>	13 752	31 069	15 737
<i>dont commissions variables sur engagements de Hors Bilan</i>	10 142	24 235	9 991
<i>dont provisions pour appel en garantie</i>	3 758	3 120	783
<i>dont commissions sur Notes</i>	13 696	30 146	15 768
commissions (charges)	<b>- 17 950</b>	<b>- 32 499</b>	<b>- 14 845</b>
<i>dont commissions sur engagements de Hors Bilan</i>	- 16	- 138	- 77
<i>dont indemnités animation de marché</i>	- 375	- 767	- 432
<i>dont commissions de gestion</i>	- 20	- 43	- 21
<i>dont charges sur appel en garantie</i>	- 3 514	- 3 127	- 776
<i>dont commissions sur Notes</i>	- 9 952	- 21 127	- 11 053
<i>dont provisions pour appel en garantie</i>	- 4 072	- 7 299	- 2 486
<b>PNB FINANCIER</b>	<b>71 999</b>	<b>95 010</b>	<b>73 698</b>
Intérêts et produits assimilés	7 892	17 195	8 089
Intérêts et charges assimilés	- 9 498	- 17 500	- 8 511
Gains ou pertes sur portefeuille de négociation	24 083	42 549	20 979
Gains ou pertes sur portefeuille de placement et assimilés	- 4 949	- 475	- 103
Revenus des titres à revenus variables	54 471	53 241	53 244
<b>PNB AUTRES PRODUITS</b>		<b>- 747</b>	
autres produits d'exploitation bancaire			
autres charges d'exploitation bancaire		- 747	
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>95 398</b>	<b>150 334</b>	<b>101 132</b>

Le **PNB de Gestion** s'élève à 23 399 milliers d'euros contre 27 434 milliers d'euros au 30 juin 2021.

Il est composé des éléments suivants :

- Les produits de garanties variables pour 10 142 milliers d'euros contre 9 991 milliers d'euros au 30 juin 2021,
- Les produits de garanties fixes s'élèvent à 13 752 milliers d'euros contre 15 737 milliers d'euros au 30 juin 2021.

- Les produits de commissions de placement sur l'activité d'émission de Notes s'élèvent à 13 696 milliers d'euros contre 15 768 milliers d'euros en juin 2021.
- Des reprises de provisions 3 758 milliers d'euros contre 783 milliers d'euros en juin 2021 dont :
  - 3 432 milliers d'euros sur les fonds de recyclage,
  - 263 milliers d'euros sur le fond CPPI,
  - 64 milliers d'euros sur le fond Testament Obsèques.
- Le poste commissions charges s'élèvent à – 17 950 milliers d'euros contre – 14 845 milliers d'euros au 30 juin 2021 et comprend principalement :
  - – 9 952 milliers d'euros de rétrocessions de commissions sur l'activité EMTN contre – 11 053 milliers d'euros au 30 juin 2021,
  - Les indemnités d'animation de marché pour - 375 milliers d'euros contre - 432 milliers d'euros au 30 juin 2021.
  - – 7 586 milliers d'euros sur les fonds de recyclage, CPPY et le fond Testament Obsèques contre -3 262 milliers d'euros au 30 juin 2021 dont :
    - - 3 514 milliers d'euros de charges sur appel en garantie sur fonds de recyclage (échéances),
    - - 4 072 milliers d'euros de dotations nouvelles sur cette catégorie de fond.

Le **PNB Financier** s'élève à 71 999 milliers d'euros, contre 73 698 milliers d'euros au 30 juin 2021, il comprend principalement :

- Les dividendes reçus au titre de ses filiales pour 54 471 milliers d'euros (dont 45 255 milliers d'euros de Amundi Intermédiation et 9 216 milliers d'euros de Amundi ESR), contre 53 244 milliers d'euros au 30 juin 2021 (dont 42 708 milliers d'euros de Amundi Intermédiation et 10 536 milliers d'euros de Amundi ESR),
- Des provisions pour dépréciations de titres pour - 4 949 milliers d'euros dont :
  - - 4 588 milliers d'euros sur le portefeuille de placement,
  - - 203 milliers d'euros concernant la dépréciation des Obligations sur les montages EMTN,
  - - 158 milliers d'euros sur le titres de participations Dna.

- Un produit net des activités d'émission de swaps, de notes, de collatéral et du portefeuille de transaction pour + 24 083 milliers d'euros dont :
  - +19 379 milliers d'euros (contre +18 922 milliers d'euros au 30 juin 2021) correspondant aux indemnités de risques de collecte pour ces activités,
  - + 3 221 milliers d'euros liés à la correction de valeur au titre du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA),
  - + 1 483 milliers d'euros de résultat d'IFT et de portage de titres sur l'ensemble des montages.

Le poste **PNB Autres Produits** est à néant comme celui du 30 juin 2021. Ce poste comprend principalement la contribution d'Amundi Finance au coût de garantie accordée par Crédit Agricole SA au titre de sa qualité d'actionnaire de référence.

Les **charges générales d'exploitation** sont en légère baisse et s'élèvent à 4 250 milliers d'euros contre 4 546 milliers d'euros au 30 juin 2021.

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
<b>Frais de personnel</b>			
Salaires et traitements	-417	-853	-415
Charges sociales	-154	-337	-155
Intéressement et participation	-55	-112	-59
Impôts et taxes sur rémunérations	-84	-108	-67
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-710</b>	<b>-1 410</b>	<b>-696</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel			
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-710</b>	<b>-1 410</b>	<b>-696</b>
<b>Frais administratifs</b>			
Impôts et taxes (1)	-1 293	-3 280	-1 625
Services extérieurs et autres frais administratifs	-2 247	-4 130	-2 225
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-3 540</b>	<b>-7 410</b>	<b>-3 850</b>
Refacturation et transferts de charges administratives			
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-3 540</b>	<b>-7 410</b>	<b>-3 850</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-4 250</b>	<b>-8 819</b>	<b>-4 546</b>

(1) dont 697 milliers d'euros au titre du fonds de résolution pour 2022.

- Les charges de personnel sont stables et s'élèvent à - 710 milliers d'euros au 30 juin 2022 contre - 696 milliers d'euros au 30 juin 2021 et comprennent principalement :
  - Les salaires des effectifs permanents pour - 417 milliers d'euros,
  - Les charges sociales afférentes aux effectifs pour - 154 milliers d'euros.
  
- Les services extérieurs et autres frais administratifs sont stables et s'élèvent à - 2 247 milliers d'euros contre - 2 225 milliers d'euros au 30 juin 2021 dont principalement :
  - La refacturation par le groupement de moyens de personnel mis à la disposition d'Amundi Finance pour – 845 milliers d'euros,
  - La convention de gestion administrative pour - 697 milliers d'euros,
  - Les frais informatiques et de bases de données pour -238 milliers d'euros, liés principalement à l'activité Murex,
  - La quote-part de loyers et charges locatives pour - 58 milliers d'euros,
  - Les charges de commissaires aux comptes pour - 102 milliers d'euros.
  - Les honoraires d'avocats pour - 242 milliers d'euros concernant la mise à jour des programmes émetteurs.
  - Les Honoraires de fiscalistes pour - 22 milliers d'euros concernant une mission sur la revue du calcul des charges financières.
  
- Les impôts et taxes d'un montant de - 1 293 milliers d'euros comprennent essentiellement :
  - La CVAE « Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises » au titre de l'activité du premier semestre 2022 pour – 367 milliers d'euros,
  - La CSSS « contribution sociale de solidarité des sociétés » pour - 91 milliers d'euros,
  - Les autres taxes s'élevant à - 835 milliers d'euros, dont :
    - La cotisation au Fonds de Résolution Unique pour – 697 milliers d'euros,
    - La cotisation au Comité de Résolution Unique pour - 7 milliers d'euros,
    - La taxe ACPR pour - 41 milliers d'euros,
    - La taxe du Fond de Soutien des Collectivités Territoriales pour - 40 milliers d'euros,
    - La contribution BCE pour - 49 milliers d'euros.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** s'élève donc à + 91 148 milliers d'euros contre + 96 586 milliers au 30 juin 2021.

Le **Coût du risque** est une charge de + 9 832 milliers d'euros contre un produit de + 1 102 milliers d'euros au 30 juin 2021, il comprend principalement :

- - 9 944 milliers d'euros de provisions pour risque d'appel en garantie sur les déficits des véhicules d'émission ;
- + 111 milliers d'euros de reprise de provision sur les ECL des fonds garantis contre une dotation de - 113 milliers d'euros en juin 2021.

Le **Résultat d'exploitation** et le **Résultat courant avant impôt** s'élèvent à + 81 316 milliers d'euros contre + 97 688 milliers d'euros au 30 juin 2021.

L'impôt sur les sociétés s'élève à - 10 233 milliers d'euros contre - 12 798 milliers d'euros au 30 juin 2021.

Le **Résultat net** au 30 juin 2022 s'établit à + 71 083 milliers d'euros contre + 84 891 milliers d'euros au 30 juin 2021.

## BILAN AU 30 JUIN 2022

Le total du bilan s'établit à 4 288 697 milliers d'euros contre 4 781 831 milliers d'euros au 31 décembre 2021. Il comporte les éléments suivants :

### **A l'actif (hors activité IFT) :**

- Le poste **Effets Publics et Valeurs assimilées** pour 601 049 milliers d'euros concernant les opérations sur titres en lien avec la réglementation EMIR contre 527 396 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- Le poste **Créances sur les Etablissement de Crédit** pour 7 695 milliers d'euros contre 490 732 milliers d'euros au 31 décembre 2021, dont principalement :
  - 1 000 milliers d'euros de prêts à terme,
  - 6 291 d'euros sur les comptes ordinaires débiteurs,
  - Pas de prêts au jour le jour, liés à l'activité "collatéral", contre 478 481 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

- Les parts dans les entreprises liées pour 46 091 milliers d'euros contre 46 249 milliers d'euros en 2021 :

FILIALES & PARTICIPATIONS	Devise	% Contrôle au 31/12/2021	Provision 2021	Valeur nette comptable au 31/12/2021	Augmentation	Diminution	Valeur brute comptable au 30/06/2022	Provision 2022	Valeur nette comptable au 30/06/2022
AMUNDI ESR	EUR	99,99		34 166 829			34 166 829		34 166 829
AMUNDI INTERMEDIATION	EUR	35,81		5 628 480			5 628 480		5 628 480
AITS	EUR	NS	3 309	6 851			10 160	3 309	6 851
DNA SA	EUR	100	250 000	1 981 000			2 231 000	408 000	1 823 000
LRP	EUR	100	16 000	15 000			31 000	16 000	15 000
AMUNDI FINANCE EMISSIONS	EUR	99,99		2 225 684			2 225 684		2 225 684
LCL EMISSIONS	EUR	99,99		2 225 186			2 225 186		2 225 186
<b>TOTAL</b>			<b>269 309</b>	<b>46 249 030</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46 518 339</b>	<b>427 309</b>	<b>46 091 030</b>

- Les Obligations et Autres Titres à revenu fixe s'élèvent à 1 033 245 milliers d'euros contre 1 675 992 milliers d'euros au 31 décembre 2021. Cette position correspond principalement au portage d'obligations émises par ses filiales Amundi Finance Emissions et LCL Emissions ainsi que par Crédit Agricole SA avant rachat pour destruction par ces sociétés émettrices.
- Le poste Actions et autres titres à revenu variable, présente un solde de 295 368 milliers d'euros au 30 juin 2022 contre 299 955 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- Le poste Immobilisations incorporelles pour 227 424 milliers d'euros correspondant au fonds de commerce.
- Le poste Autres actifs (hors IFT) s'élève à 693 213 milliers d'euros contre 269 383 milliers d'euros au 31 décembre 2021. Il se compose principalement :
  - De dépôts de garantie versés de l'activité "collatéral" pour 668 828 milliers d'euros contre 218 690 milliers d'euros au 31 décembre 2021,
  - De comptes de règlement sur titres au portage, options et soultes des dérivés pour 9 502 milliers d'euros,
  - Des acomptes versés au titre de l'impôt sur les sociétés pour 11 812 milliers d'euros contre 25 356 milliers d'euros au 31 décembre 2021,
  - Des créances clients pour 1 457 milliers d'euros contre 2 375 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- Le poste Comptes de Régularisation (hors IFT) s'élève à 35 773 milliers d'euros contre 39 229 milliers d'euros au 31 décembre 2021. Il se compose principalement des produits à recevoir sur les engagements de hors bilan (fonds garantis et EMTN) suivant le rythme d'encaissement des revenus : les commissions de garantie variables sur fonds PEA sont

encaissées annuellement, les commissions de garantie fixes pour la plupart à l'échéance des fonds, tout comme les commissions de garantie variables sur fonds non PEA.

Les commissions de placement, les indemnités de rachat et les commissions de garantie sur les émissions d'EMTN sont encaissées trimestriellement.

### Au passif (hors activité IFT) :

- Le poste Dettes envers les établissements de crédit pour 2 035 028 milliers d'euros contre 1 985 196 milliers d'euros au 31 décembre 2021 dont :
  - 885 300 milliers d'euros d'emprunts au jour le jour auprès de la centrale de trésorerie du groupe contre 1 472 600 milliers d'euros à fin 2021,
  - 558 872 milliers d'euros correspondant aux emprunts au jour le jour, liés à l'activité "collatéral", ce montant était en prêts à l'actif au 31 décembre 2021,
  - 591 000 milliers d'euros d'emprunts à terme correspondant au financement des activités liées à la réglementation EMIR applicable depuis 2017, contre 511 000 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- Le poste Dettes représentées par un titre pour 31 147 milliers d'euros correspondant aux programme d'émissions d'EMTN contre 32 023 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- Le poste Autres passifs (hors IFT), à 103 181 milliers d'euros (688 113 milliers d'euros au 31 décembre 2021) enregistre principalement les dépôts de garantie reçus liés à l'activité "collatéral" pour 43 080 milliers d'euros, la provision d'impôt sur les sociétés pour 10 240 milliers d'euros, des dettes fournisseurs pour 4 345 milliers d'euros.
- Le poste Comptes de Régularisation (hors IFT), à 16 015 milliers d'euros contre 14 827 milliers d'euros en 2021, se décompose comme suit :
  - 7 504 milliers d'euros de produits constatés d'avance représentant l'étalement des indemnités pour risque de collecte sur les montages en cours de commercialisation de types fonds à formules, EMTN Amundi Finance Emissions, EMTN LCL Emissions et UCO,
  - 8 511 milliers d'euros de charges à payer dont :
    - 4 780 milliers d'euros au titre des rétrocessions de commissions de placement,
    - 3 337 milliers d'euros au titres des charges d'exploitation dont principalement 1 316 milliers d'euros de refacturation par le groupement de moyens, 845 milliers

d'euros de personnel mis à la disposition concernant l'exercice 2022, 224 milliers d'euros de charges IFRIC, 210 milliers d'euros de charges informatiques, ainsi que des charges à payer Stoxx pour 283 milliers d'euros concernant l'utilisation d'indices dans les montages EMTN du groupe,

- 375 milliers d'euros au titre des indemnités d'animation de marché sur les montages de type CA Oblig Immo.

### **Activité IFT :**

- L'activité fait apparaître un solde à l'actif de 24 847 milliers d'euros contre un solde passif de 36 669 milliers d'euros au 31 décembre 2021 et se compose principalement de :
  - 1 128 milliers d'euros sur la correction de valeur des instruments financiers au titre du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA) contre 4 350 milliers d'euros en 2021,
  - 112 425 milliers d'euros de position sur les options contre 176 960 milliers d'euros au 31 décembre 2021,
  - - 148 603 milliers d'euros lié à la valorisation des IFT contre - 161 613 milliers d'euros au 31 décembre 2021,
  - 10 203 milliers d'euros concernant les positions de couverture contre 16 971 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- Les Provisions pour risques et charges pour 19 261 milliers d'euros contre 9 115 milliers d'euros en 2021 dont :
  - 5 053 milliers d'euros de provisions sur le fond garanti « Testaments obsèques »,
  - 4 029 milliers d'euros de provisions concernant les fonds de recyclage,
  - 10 092 milliers d'euros de provisions pour risques sur l'activité de garantie des fonds (y compris les ECL sur fonds garantis) et des véhicules d'émissions,
- Le poste Dettes subordonnées est stable à 100 508 milliers d'euros ; il correspond à l'emprunt subordonné à durée indéterminée et ses dettes rattachées, destiné à augmenter le niveau des fonds propres de la société.

- Les **capitaux propres** de Amundi Finance évoluent comme suit :

(en milliers d'euros)	Capital	Primes, réserves et report à nouveau	Acompte sur dividendes	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>40 320</b>	<b>548 146</b>			<b>121 943</b>	<b>710 409</b>
Dividendes versés au titre de 2021		-121 927				-121 927
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social		121 943			-121 943	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2022					71 083	71 083
Autres variations						
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>40 320</b>	<b>548 162</b>			<b>71 083</b>	<b>659 565</b>

## HORS BILAN AU 30 JUIN 2022

Au 30 juin 2022 les instruments financiers à terme (IFT) sont comptabilisés pour un notionnel de 61 716 millions d'euros contre 61 556 millions d'euros au 31 décembre 2021.

### Tableau de synthèse des IFT

Notionnel en millions d'euros	30/06/2022	31/12/2021
IFT activité FONDS	29 247	29 271
IFT activité EMTN DNA	0	0
IFT activité EMTN CASA	1 949	2 031
IFT activité EMTN LCLE	19 071	19 377
IFT activité EMTN AFE	9 950	9 652
IFT activité EMTN AMUNDI SA	878	682
IFT activité EMTN AMUNDI FINANCE	31	32
IFT activité COLLATERAL TITRES	591	511
<b>TOTAL</b>	<b>61 716</b>	<b>61 556</b>

Le poste Engagements de garantie donnés s'élève à 19 457 millions d'euros contre 22 660 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Le poste Actifs donnés en garantie s'élève à 561 millions d'euros au 30 juin 2022 contre 512 millions d'euros au 31 décembre 2021, il correspond au Collat Titres donnés au contrepartie de marché dans le cadre de la réglementation EMIR.

Le poste Actifs reçus en garantie s'élève à 1 181 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 1 447 millions d'euros au 31 décembre 2021 et il correspond au Collat titres reçus des fonds et des contreparties de marché dans le cadre de la réglementation EMIR.

## **PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

Le début d'année 2022 a été marqué par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine qui a entraîné une importante baisse des marchés financiers. La durée du conflit reste indéterminée. L'épidémie de Covid-19 est toujours présente, les impacts économiques et sociaux demeurent, mais les campagnes de vaccination permettent d'envisager l'avenir avec espoir. Ces sources de volatilité, d'inflation et d'incertitudes pour les investisseurs devraient se maintenir pour le reste de l'année. Bien que le Groupe Amundi adapte son dispositif avec une politique d'investissement prudente, le principal impact résulterait de la sensibilité des actifs et des passifs du bilan à cette baisse des marchés financiers. L'impact négatif sur les revenus, les résultats et la situation financière d'Amundi Finance n'est pas mesurable à ce stade.

## **FACTEURS DE RISQUES LIES A AMUNDI FINANCE**

### **Risque de crédit et de contrepartie**

Amundi Finance est exposé aux risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Amundi offre un panel de produits garantis et à formule (structurés). Ces produits incluent des fonds qui sont partiellement ou entièrement garantis ou qui ont des rendements garantis. Amundi Finance apporte les garanties à ces fonds et est donc soumise à un certain nombre de risques liés à cette activité. En particulier, si l'émetteur de l'un des actifs détenus par les fonds garantis par Amundi Finance venait à faire défaut ou à entrer dans une procédure d'insolvabilité ou une procédure similaire, Amundi Finance devrait supporter des coûts importants pour remplacer ces actifs et remplir ses obligations en tant que garant. Ces fonds garantis peuvent également conclure divers instruments dérivés avec de grandes contreparties bancaires. De telles transactions exposent Amundi Finance au risque de contrepartie. En cas de défaillance d'une contrepartie ou d'engagement d'une procédure d'insolvabilité ou similaire, Amundi Finance encourrait des coûts substantiels pour remplacer les transactions et remplir ses obligations en tant que garant.

Amundi Finance est également soumis au risque de contrepartie si une ou plusieurs institutions financières venaient à faire défaut ou à engager une procédure d'insolvabilité ou similaire, Amundi Finance devrait dénouer de telles transactions et rechercher d'autres contreparties pour conclure de nouvelles transactions.

Amundi Finance couvre systématiquement son exposition au risque de marché sur la performance garantie aux investisseurs en actions et en titres à formule, en concluant des opérations sur dérivés avec des institutions financières internationalement reconnues. Si les opérations sur dérivés sont sécurisées par du collatéral, Amundi Finance est néanmoins soumise à un certain nombre de risques liés à ces opérations. Amundi Finance pourrait ne pas être en mesure de conclure des opérations de couverture de remplacement exactement au même prix ou aux mêmes conditions, en particulier si le défaut ou l'insolvabilité devait entraîner des mouvements brusques sur les marchés financiers.

Amundi Finance utilise également le produit net de l'émission de Titres pour les besoins du financement de son activité en général et la couverture de ses obligations en vertu des Titres. Ainsi, il utilise tout ou partie du produit de l'émission de Titres pour acquérir des actifs qui pourront être, de manière non limitative, une ou plusieurs valeurs mobilières, un ou plusieurs contrats de dépôt, un ou plusieurs contrats d'échange (les "Contrats de Couverture"). La contrepartie peut être une banque, une institution financière, un industriel ou une entreprise commerciale, un gouvernement ou une entité gouvernementale ou un fonds. La capacité d'Amundi Finance à satisfaire ses obligations relatives aux Titres dépendra alors de la réception des paiements qui lui sont dus au titre de ces Contrats de Couverture. Le risque comprend également le risque de règlement inhérent à toute transaction impliquant un paiement de cash ou une livraison d'actifs en dehors d'un système de règlement sécurisé.

Au 30 juin 2022, les actifs pondérés en fonction des risques de crédit et de contrepartie s'élevaient à 1,45 milliard d'euros.

### **Risque de marché et liquidité**

L'évolution et la volatilité des marchés financiers peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité d'Amundi Finance.

Au titre de la garantie apportée par Amundi Finance aux fonds garantis, Amundi Finance pourrait mettre en place des opérations sur dérivés avant de connaître le montant exact des ordres de souscription des investisseurs, Amundi Finance étant ainsi exposé au risque de marché. Dans le cas où le montant final serait inférieur aux prévisions, Amundi Finance pourrait supporter des frais financiers pour dénouer l'excédent de position.

Amundi Finance est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidités, qui peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, et pourraient avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.

Si la valorisation des dérivés change de manière significative, Amundi Finance peut être amenée à fournir des garanties à ses contreparties, exposant Amundi Finance à un risque de liquidité.

### **Risques opérationnels et risques connexes**

- **Risque lié à la réglementation**

Amundi Finance est soumis à un cadre réglementaire et environnemental en France et dans les autres pays où il opère soit uniquement en Autriche à ce jour. Des modifications du cadre réglementaire et environnemental sont susceptibles d'avoir un effet défavorable important sur son activité et ses résultats.

Amundi Finance, étant un établissement de crédit, est soumise à la réglementation des autorités de contrôle bancaire. Amundi Finance n'a émis aucun titre au cours de l'exercice 2022.

La réglementation bancaire est en constante évolution et les réformes réglementaires peuvent réduire l'intérêt des produits Amundi pour ses clients bancaires ou compagnies d'assurance, et modifier le traitement de solvabilité et de liquidité de ces produits dans leur bilan. Toutes les réformes bancaires modifiant les règles réglementaires applicables aux transactions et produits d'Amundi Finance peuvent avoir un effet défavorable significatif sur les revenus, les résultats et les conditions financières d'Amundi Finance.

Egalement, la capacité d'Amundi Finance à développer ses activités ou à exercer certaines activités existantes peut être limitée par des exigences réglementaires et systémiques nouvelles, y compris des contraintes imposées en réponse à une crise financière mondiale telle que la crise financière de 2008, par des incertitudes politico-économiques telles que celles générées par le Brexit.

Les activités et les résultats d'Amundi Finance peuvent également être affectés par les politiques ou actions de diverses autorités de régulation en France ou dans les autres pays dans lesquels il opère. La nature et l'impact de ces changements ne sont pas prévisibles et peuvent être hors du contrôle d'Amundi Finance. Depuis sa création, les évolutions du cadre réglementaire et environnemental auquel Amundi Finance est soumis n'ont pas eu d'effet défavorable sur son activité ou ses résultats.

- **Risques opérationnels**

Les risques opérationnels résultent principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes, ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que des risques associés à des événements externes. Ils pourraient avoir un impact négatif sur les résultats d'Amundi Finance.

Amundi Finance est exposé aux risques opérationnels liés à la mise en place et à la gestion de fonds garantis et structurés. Si les actifs ou les opérations hors bilan s'avéraient insuffisamment corrélés à la performance garantie due aux investisseurs, Amundi Finance en tant que garant pourrait subir des pertes financières importantes.

En outre, la valorisation des dérivés d'Amundi peut ne pas refléter avec précision les conditions auxquelles elle serait en mesure de conclure des transactions similaires sur le marché. En conséquence, le montant des garanties fournies par les contreparties pourrait ne pas être suffisant pour couvrir la totalité du risque de contrepartie d'Amundi.

Par ailleurs, Amundi Finance est exposé au risque de dysfonctionnements opérationnels de ses systèmes de communication et d'information. Toute défaillance, interruption ou violation de la sécurité de ces systèmes pourrait entraîner des défaillances ou des interruptions dans ses systèmes de gestion de la relation client et de service. Amundi Finance est exposé à la cybercriminalité ciblant ses clients, ses fournisseurs ou partenaires mais également ses propres infrastructures et données informatiques.

L'interconnexion entre les différentes entreprises de marché et la concentration de celles-ci augmentent le risque d'un impact sur Amundi Finance en cas d'attaques visant l'un des maillons de cette chaîne tenant notamment compte de la complexité des systèmes devant être coordonnés dans des délais contraints. Amundi Finance ne peut garantir que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront traitées de manière adéquate.

Les conséquences d'un dysfonctionnement opérationnel ou d'une erreur humaine, même brèves et temporaires, pourraient entraîner des perturbations importantes dans l'activité d'Amundi Finance. Amundi Finance n'a pas eu à déplorer d'incident opérationnel susceptible d'avoir un impact négatif sur ses résultats depuis sa création.

- **Risques de non-conformité et juridiques**

Les risques de non-conformité découlant du non-respect des dispositions réglementaires et légales régissant ses activités, et les risques de réputation qui pourraient survenir du fait du non-respect de ses obligations réglementaires ou légales, ou des normes professionnelles et déontologiques pourraient avoir un impact défavorable sur les résultats et les opportunités commerciales d'Amundi Finance.

Compte tenu de son activité qui consiste à emprunter et lever des capitaux, Amundi Finance est exposé au risque de litiges avec des investisseurs, à des procédures civiles ou pénales, à des procédures administratives, à des actions réglementaires ou d'autres litiges. Les plaignants dans ce type d'actions peuvent demander le recouvrement de montants importants ou indéterminés ou d'autres mesures correctives qui peuvent affecter la capacité d'Amundi Finance à exercer son activité et l'ampleur de la perte potentielle liée à ces actions peut demeurer inconnue pendant une période de temps substantielle.

Le coût de la défense des actions futures peut être important. Il peut également y avoir une publicité négative associée aux litiges qui pourrait diminuer la volonté des investisseurs de recourir aux services d'Amundi Finance, que les allégations soient justifiées ou pas ou qu'Amundi Finance soit finalement jugé responsable. La survenance d'un tel risque pourrait entraîner une perte de valeur ou une atteinte à la réputation d'Amundi Finance. Toutefois, depuis sa création, Amundi Finance n'a jamais été exposé à un litige avec un investisseur susceptible d'avoir un impact défavorable sur ses résultats et ses perspectives commerciales.

Au 30 juin 2022, les actifs pondérés en fonction des risques opérationnels et des risques connexes s'élevaient à 0,25 milliard d'euros.

---

# 02

## Etats financiers au 30 juin 2022

**AMUNDI FINANCE  
COMPTES INDIVIDUELS  
AU 30/06/2022**

**Arrêté par le Conseil d'administration d'AMUNDI FINANCE  
en date du 31/08/2022**

## SOMMAIRE

<b>BILAN AU 30 JUIN 2022</b> .....	<b>3</b>
<b>HORS-BILAN AU 30 JUIN 2022</b> .....	<b>4</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2022</b> .....	<b>5</b>
<b>TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2022</b> .....	<b>6</b>
<b>NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE</b> ...	<b>7</b>
<b>NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES</b> .....	<b>7</b>
<b>NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE</b> .....	<b>17</b>
<b>NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b> .....	<b>17</b>
<b>NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE</b> .....	<b>18</b>
<b>NOTE 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES</b> .....	<b>20</b>
<b>NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE</b> .....	<b>22</b>
<b>NOTE 8 ACTIONS PROPRES</b> .....	<b>23</b>
<b>NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b> .....	<b>23</b>
<b>NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF</b> .....	<b>24</b>
<b>NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE</b> .....	<b>24</b>
<b>NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b> .....	<b>24</b>
<b>NOTE 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE</b> ....	<b>24</b>
<b>NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b> .....	<b>25</b>
<b>NOTE 15 PROVISIONS</b> .....	<b>25</b>
<b>NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT</b> .....	<b>26</b>
<b>NOTE 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES</b> .....	<b>26</b>
<b>NOTE 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX</b> .....	<b>26</b>
<b>NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE</b> .....	<b>27</b>
<b>NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)</b> .....	<b>27</b>
<b>NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES</b> .....	<b>27</b>
<b>NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS</b> .....	<b>28</b>
<b>NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES</b> .....	<b>28</b>
<b>NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, EMPRUNTS ET PRETS EN DEVISES</b> .....	<b>28</b>
<b>NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME</b> .....	<b>29</b>
<b>NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES</b> .....	<b>31</b>
<b>NOTE 26.1 ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE</b> .....	<b>32</b>
<b>NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES</b> .....	<b>32</b>
<b>NOTE 28 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES</b> .....	<b>33</b>
<b>NOTE 29 REVENUS DES TITRES</b> .....	<b>33</b>
<b>NOTE 30 PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b> .....	<b>34</b>
<b>NOTE 31 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b> ....	<b>34</b>
<b>NOTE 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b> .....	<b>34</b>
<b>NOTE 33 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b> .....	<b>35</b>
<b>NOTE 34 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b> .....	<b>36</b>
<b>NOTE 35 COUT DU RISQUE</b> .....	<b>36</b>
<b>NOTE 36 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b> .....	<b>36</b>
<b>NOTE 37 IMPOT SUR LES BENEFICES</b> .....	<b>37</b>
<b>NOTE 38 IMPLANTATIONS DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIF</b> .....	<b>37</b>
<b>NOTE 39 AFFECTATION DES RESULTATS</b> .....	<b>37</b>
<b>NOTE 40 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES</b> .....	<b>37</b>
<b>ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE</b> .....	<b>38</b>

**AMUNDI FINANCE**  
**COMPTES INDIVIDUELS AU 30/06/2022**

**BILAN AU 30 JUIN 2022**

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021
<b>ACTIF</b>			
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>		<b>608 744</b>	<b>1 018 128</b>
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées	5	601 049	527 396
Créances sur les établissements de crédit	3	7 695	490 732
<b>Opérations avec la clientèle</b>	4		
<b>Opérations sur titres</b>		<b>1 328 613</b>	<b>1 975 947</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	1 033 245	1 675 992
Actions et autres titres à revenu variable	5	295 368	299 955
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>273 515</b>	<b>273 673</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7		
Parts dans les entreprises liées	6-7	46 091	46 249
Immobilisations incorporelles	7	227 424	227 424
Immobilisations corporelles	7		
<b>Capital souscrit non versé</b>			
<b>Actions propres</b>	8		
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>		<b>2 077 826</b>	<b>1 514 083</b>
Autres actifs	9	1 945 805	1 474 491
Comptes de régularisation	9	132 020	39 592
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>4 288 697</b>	<b>4 781 831</b>

**PASSIF**

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021
<b>Opérations interbancaires et assimilées</b>		<b>2 035 028</b>	<b>1 985 196</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	2 035 028	1 985 196
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	12		
<b>Dettes représentées par un titre</b>	13	<b>31 147</b>	<b>32 023</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>		<b>1 443 189</b>	<b>1 945 080</b>
Autres passifs	14	1 413 227	1 438 303
Comptes de régularisation	14	29 962	506 777
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>		<b>119 769</b>	<b>109 123</b>
Provisions	15-16-17	19 261	9 115
Dettes subordonnées	19	100 508	100 008
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>	18		
<b>Capitaux propres hors FRBG :</b>	20	<b>659 565</b>	<b>710 409</b>
Capital souscrit		40 320	40 320
Primes d'émission		217 511	217 511
Réserves		4 416	4 416
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		326 235	326 218
Résultat en attente d'approbation / acompte sur dividendes			
Résultat de l'exercice		71 083	121 943
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>4 288 697</b>	<b>4 781 831</b>

**HORS BILAN**

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>			
Engagements de financements	26		
Engagements de garantie	26	19 457 362	22 659 986
Engagements sur titres	26		

(en milliers d'euros)		30/06/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>			
Engagements de financement	26		
Engagements de garantie	26		
Engagements sur titres	26		

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations sur instruments financiers à terme : note 25
- Actifs donnés et reçus en garantie : note 26.1

## COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2022

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Intérêts et produits assimilés	28-29	7 892	17 195	8 089
Intérêts et charges assimilés	28	-9 498	-17 500	-8 511
Revenus des titres à revenu variable	29	54 471	53 241	53 244
Commissions (produits)	30	41 349	88 570	42 279
Commissions (charges)	30	-17 950	-32 499	-14 845
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	24 083	42 549	20 979
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32	-4 949	-475	-103
Autres produits d'exploitation bancaire	33			
Autres charges d'exploitation bancaire	33		-747	
<b>Produit net bancaire</b>		<b>95 398</b>	<b>150 334</b>	<b>101 132</b>
Charges générales d'exploitation	34	-4 250	-8 819	-4 546
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles				
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>91 148</b>	<b>141 515</b>	<b>96 586</b>
Coût du risque	35	-9 832	5 468	1 102
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>81 316</b>	<b>146 983</b>	<b>97 688</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	36			
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>81 316</b>	<b>146 983</b>	<b>97 688</b>
Résultat exceptionnel				
Impôt sur les bénéfices	37	-10 233	-25 040	-12 798
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées				
<b>Résultat net</b>		<b>71 083</b>	<b>121 943</b>	<b>84 891</b>

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2022

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
<b>Résultat avant impôt</b>	81 316	146 983	97 689
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dépréciation des écarts d'acquisition			
Dotations nettes aux dépréciations	10 146	-3 507	600
Quote-part de résultat liées aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement			
Produits/charges des activités de financement	500	1 198	600
Autres mouvements	4 644	10 392	10 289
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>15 290</b>	<b>8 083</b>	<b>11 489</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	79 999	74 917	-58
Flux liés aux opérations avec la clientèle			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	518 059	-831 087	280 023
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-988 915	22 516	-109 745
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-36 849	17 299	5 813
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-427 707</b>	<b>-716 355</b>	<b>176 033</b>
<b>TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>-331 101</b>	<b>-561 289</b>	<b>285 211</b>
Flux liés aux participations	158	2 060	2 060
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles			
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>158</b>	<b>2 060</b>	<b>2 060</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-121 927	-98 909	-98 970
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-1 200	
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C )</b>	<b>-121 927</b>	<b>-100 109</b>	<b>-98 970</b>
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>-452 870</b>	<b>-659 338</b>	<b>188 302</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>-984 868</b>	<b>-325 530</b>	<b>-325 530</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales			
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-984 868	-325 530	-325 530
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>-1 437 737</b>	<b>-984 868</b>	<b>-137 228</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales			
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-1 437 737	-984 868	-137 228
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>-452 870</b>	<b>-659 338</b>	<b>188 302</b>

## **NOTE 1 LE CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES**

### **1.1 Cadre juridique et financier**

Le capital social de Amundi Finance, s'élève à 40 320 157 euros au 30 juin 2022. Il est divisé en 2 644 829 actions de 15,24 euros de valeur nominale chacune.

Depuis le 19 février 2002, Amundi Finance bénéficie d'un agrément délivré par le CECEI (devenu ACPR). Amundi Finance est agréé en qualité d'établissement de crédit à délivrer des garanties en capital et/ou de performance dans le domaine de la gestion d'actifs, notamment au profit de clients du groupe Crédit Agricole ou d'OPCVM dont la gestion est assurée par celui-ci.

La société est détenue à hauteur de :

- 76,13 % par Amundi Asset Management,
- 23,87 % par Amundi,

La présente annexe est une partie indissociable des comptes intermédiaires de la société Amundi Finance clos au 30 juin 2022. Elle est exprimée en milliers d'euros (« K€ »).

Le total du bilan avant répartition composant ces comptes est de 4 288 697 K€.

Le produit net bancaire (PNB) composant ces comptes est de 95 398 K€.

Le résultat net est de 71 083 K€ (71 082 831,61 €).

### **1.2 Evénements significatifs relatifs au premier semestre 2022**

Depuis fin février, le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine dont la durée reste indéterminée, entraîne une baisse des marchés financiers. Bien que le Groupe Amundi adapte son dispositif opérationnel avec une politique d'investissement prudente, le principal impact pour Amundi Finance demeure une sensibilité des actifs et des passifs qui résultent de cette baisse des marchés financiers.

Au 30 juin 2022, l'impact négatif de ces événements sur les revenus d'Amundi Finance n'est pas significatif.

En ce qui concerne l'épidémie de Covid-19 qui est toujours présente, les incertitudes sur les impacts économiques et sociaux demeurent et les campagnes successives de vaccination permettent d'envisager l'avenir avec l'espoir d'en sortir.

### **1.3 Evénements postérieurs à la situation intermédiaire au 30 juin 2022**

Il n'y a pas eu d'événements postérieurs à la situation intermédiaire du 30 juin 2022.

## **NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

La présentation des états financiers d'Amundi Finance est conforme aux dispositions du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014, qui, regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

### **2.1 Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Amundi et la clientèle sont régies par le règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au groupe Amundi ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Amundi Finance

7

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

#### Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

#### Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains

Par ailleurs, sans attendre que les encours soient devenus douteux et dès la comptabilisation initiale des instruments financiers Amundi Finance constate également, au passif de son bilan des pertes de crédit attendues sur les douze mois à venir (créances qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'instrument financier dès lors que la qualité de crédit de l'encours s'est significativement dégradé (créances qualifiées de dégradées).

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains sont inscrites en coût du risque.

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant l'évolution du niveau de risque de crédit à la date de comptabilisation initiale et la date d'arrêté.

#### Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis un an au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, Amundi Finance distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

### Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

### Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

### Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Amundi Finance par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### Traitement comptable des dépréciations :

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014, le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

### Passage en perte :

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Amundi Finance le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

## **2.2 Portefeuille-titres**

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

### **Titres de transaction**

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme.

Les titres de transaction sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. .

Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation »

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique "revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour la valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne est inférieure à la valeur comptable il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-7, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de mêmes nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

### **Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme**

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans les entreprises liées) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou de la valeur économique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrés sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évalués, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel est négocié le titre n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Amundi Finance détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Amundi Finance utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Reclassement de titres**

Conformément au règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance.
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AMUNDI FINANCE n'a pas opéré, en 2022, de reclassement au titre du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014.

### **2.3 Immobilisations**

Amundi Finance applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce règlement la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les compte sociaux. La mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste "Fonds commercial"; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en "autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières...". Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Lors de l'apport par Amundi Asset Management de son activité de garanties en 2004, Amundi Finance a comptabilisé un fonds de commerce pour la valeur de 227 424 K€. Ce fonds de commerce n'a pas fait l'objet de dépréciation.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est à dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée "en magasin".

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus par Amundi Finance suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissements doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

<b>composant</b>	<b>durée d'amortissement</b>
Installations techniques et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans

#### **2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements,
- Autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **2.5 Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

## **2.6 Provisions**

Amundi Finance applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

## **2.7 Opérations sur les Instruments Financiers à Terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements hors bilan relatifs à ces opérations reprennent le montant du capital notionnel des contrats non dénoués à la clôture de l'exercice. Dans le cas d'opérations optionnelles, les engagements reflètent le montant des capitaux nominaux de l'instrument sous-jacent.

Au 30 juin 2022, les engagements financiers à terme s'élèvent 61 716 391 K€.

Les instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé ou de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

L'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont portés au compte de résultat sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de négociation" pour un montant net représentant un produit de 24 083 135.30 euros dont 19 378 754.90 euros d'indemnités de risques de collecte liés au lancement de nouveaux fonds et EMTN.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### **Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014) ;
- Les instruments négociés sur un marché organisé, assimilé, de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction au sens du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Lorsque les instruments sont évalués à la valeur de marché, celle-ci est déterminée :

- A partir des prix disponibles, s'il existe un marché actif ;
- A l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé,
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement,

Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé

#### Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

#### Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014, Amundi Finance intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Amundi Finance.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou de proxy de CDS.
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS Single Name de contreparties de même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

#### Opérations complexes

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

Les produits et charges relatifs aux instruments négociés dans le cadre d'opérations complexes, notamment émissions d'obligations structurées, sont reconnus au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert. Ainsi, les variations de valeurs des instruments de couvertures ne sont pas reconnues au bilan.

## **2.8 Opérations en devises**

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de change de fin d'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Dans le cadre de l'application du règlement N° 2020-10 du 22 décembre 2020 modifiant le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014, Amundi Finance a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

## **2.9 Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Amundi Finance.

### Engagements de garantie donnés

Dans le cadre de l'activité Amundi Finance accorde sa garantie dans le cadre de l'émission de garanties de capital ou de performance en faveur de clients d'Amundi (selon les modalités de calcul ci-dessous).

Au 30 juin 2022, ces garanties données ainsi que les garanties accordées directement s'élèvent à 19 457 362 K€.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 26 et 26.1.

## **2.10 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi ITS, Amundi Finance, Amundi ESR, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, BFT IM, Société Générale Gestion, CPR AM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation et l'intéressement figurent dans les frais de personnel.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole S.A. bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

## **2.11 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi - plans de retraite - régimes à cotisations définies**

### Plans de retraite - régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Finance n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "frais de personnel".

### **Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

Amundi Finance a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire.

En application de ce règlement, Amundi Finance provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Depuis l'exercice 2021, Amundi Finance applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Au 30 juin 2022, les engagements sont valorisés à 245 K€ (comme présenté en Note 17 des états financiers) et la provision à 87 K€ (Cf. Note 15 Provisions).

Les taux de sensibilité (au 31 décembre 2021) démontrent que :

- Une variation de plus de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 7.27 %.
- Une variation de moins de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 7.93%.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi Finance a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi et les filiales de l'UES (dont Amundi Finance) ont été signées. Cette externalisation des « IFC » s'est traduite par un transfert d'une partie de la provision de passif existante dans les comptes vers le contrat PREDICA.

Le solde non externalisé reste inscrit en provision de passif.

### **2.12 Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes d'Amundi Finance.

### **2.13 Impôt sur les bénéfices**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Amundi Finance a signé avec Amundi une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

**NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

(en milliers d'euros)	30/06/2022						31/12/2021
	<3mois	>3mois <1an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total
<b>Etablissements de crédit</b>							
Comptes et prêts :							
· à vue	6 291				6 291		489 328
· à terme			1 000		1 000	405	1 404
Valeurs reçues en pension							
Titres reçus en pension livrée							
Prêts subordonnés							
<b>Total</b>	<b>6 291</b>		<b>1 000</b>		<b>7 291</b>	<b>405</b>	<b>490 732</b>
<b>Dépréciations</b>							
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>	<b>6 291</b>		<b>1 000</b>		<b>7 291</b>	<b>405</b>	<b>490 732</b>
Comptes ordinaires							
Comptes et avances à terme							
<b>Total</b>							
<b>Dépréciations</b>							
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>6 291</b>		<b>1 000</b>		<b>7 291</b>	<b>405</b>	<b>490 732</b>

**NOTE 4 OPERATION AVEC LA CLIENTELE**

Néant

**NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE**

(en milliers d'euros)	30/06/2022					31/12/2021
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		598 919			598 919	525 687
· dont surcote restant à amortir		7 919			7 919	14 687
· dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		2 130			2 130	1 709
Dépréciations						
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>601 049</b>			<b>601 049</b>	<b>527 396</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe :	1 002 379	31 051			1 033 429	1 675 980
Emis par organismes publics						
Autres émetteurs	1 002 379	31 051			1 033 429	1 675 980
· dont surcote restant à amortir						
· dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		19			19	12
Dépréciations		-203			-203	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 002 379</b>	<b>30 867</b>			<b>1 033 245</b>	<b>1 675 992</b>
Actions et autres titres à revenu variable		300 346			300 346	300 346
Créances rattachées						
Dépréciations		-4 979			-4 979	-391
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>295 368</b>				<b>299 955</b>
<b>Total</b>	<b>1 002 379</b>	<b>927 283</b>			<b>1 929 662</b>	<b>2 503 343</b>
<b>Valeurs estimatives</b>	<b>1 002 379</b>	<b>927 283</b>			<b>1 929 662</b>	<b>2 503 343</b>

**NOTE 5.1 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE (hors effets publics) : VENTILATION PAR GRANDES CATEGORIES DE CONTREPARTIE**

(en milliers d'euros)	Encours nets 30/06/2022	Encours nets 31/12/2021
Administration et banques centrales (y compris Etats)		
Etablissements de crédit	89 082	44 278
Sociétés financières	1 244 693	1 932 048
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles		
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>1 333 776</b>	<b>1 976 326</b>
Créances rattachées	19	12
Dépréciations	-5 182	-391
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>1 328 613</b>	<b>1 975 947</b>

**NOTE 5.2 VENTILATION DES TITRES COTES ET NON COTES A REVENU FIXE OU VARIABLE**

(en milliers d'euros)	30/06/2022				31/12/2021			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres cotés	970 871	598 919		1 569 789	1 630 130	525 687		2 155 818
Titres non cotés	62 558		300 346	362 905	45 849		300 346	346 195
Créances rattachées	19	2 130		2 149	12	1 709		1 721
Dépréciations	-203		-4 979	-5 182			-391	-391
<b>Valeurs nettes au bilan</b>	<b>1 033 245</b>	<b>601 049</b>	<b>295 368</b>	<b>1 929 662</b>	<b>1 675 992</b>	<b>527 396</b>	<b>299 955</b>	<b>2 503 343</b>

Au 30 juin 2022, la Valeur Nette Comptable des OPCVM par nature s'élève à 295 368 K€.

**NOTE 5.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

(en milliers d'euros)	30/06/2022						31/12/2021	
	<3mois	>3mois <1an	>1an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute		19	88 740	944 669	1 033 429	19	1 033 448	1 675 992
Dépréciations				-203	-203		-203	
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>19</b>	<b>88 740</b>	<b>944 966</b>	<b>1 033 226</b>	<b>19</b>	<b>1 033 245</b>	<b>1 675 992</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute		136 709	443 395	18 814	598 919	2 130	601 049	527 396
Dépréciations								
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>137 247</b>	<b>442 434</b>	<b>19 238</b>	<b>598 919</b>	<b>2 130</b>	<b>601 049</b>	<b>527 396</b>

**NOTE 5.4 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE**

(en milliers d'euros)	Encours nets 30/06/2022	Encours nets 31/12/2021
France (y compris DOM-TOM)	1 559 500	2 128 376
Autres pays de l'U.E.	72 848	73 290
Autres pays de l'Europe		
Amérique du Nord		
Amérique Centrale et du sud		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
<b>Total en principal</b>	<b>1 632 348</b>	<b>2 201 667</b>
Créances rattachées	2 149	1 721
Dépréciations	-203	
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 634 294</b>	<b>2 203 388</b>

**NOTE 6 TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES**

(en milliers d'euros)	informations financières			Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	valeur brute					
<b>Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société</b>										
<b>1) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (plus de 50% du capital)</b>										
<b>2) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (10 à 50% du capital)</b>										
<b>3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50% du capital)</b>										
AMUNDI ESR	EUR	24 000	3 193	100,00%	34 167	34 167		55 270	9 228	9 216
<b>4) Autres participations (10 à 50% du capital)</b>										
AMUNDI INTERMEDIATION	EUR	15 713	134 339	35,81% (1)	5 628	5 628		211 944	117 452	45 255
<b>5) Autres parts dans les entreprises liées (1 à 10% du capital)</b>										
dnA SA	EUR	2 231	-408	100,00%	2 231	1 823				-158
Amundi Finance Emissions	EUR	2 225	10 907	100,00%	2 226	2 226				-825
LCL Emissions	EUR	2 225	3 590	100,00%	2 225	2 225				773
<b>Participations dont la valeur d'inventaire est inférieur à 1% du capital de Amundi</b>										
Finance	EUR				41	22				
<b>TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>					<b>46 518</b>	<b>46 091</b>				

(1) Taux de détention en baisse à la suite d'une augmentation de capital d'Amundi Intermédiation pour l'acquisition de Lyxor Intermédiation à la quelle Amundi Finance n'a pas participé.

## NOTE 6.1 VALEUR ESTIMATIVE DES TITRES DE PARTICIPATION

(en milliers d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	valeur au bilan	Valeur estimative	valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
· Titres non cotés	46 518	46 091	46 518	46 249
· Titres cotés				
· Avances consolidables				
· Créances rattachées				
· Dépréciations	-427		-269	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>46 091</b>	<b>46 091</b>	<b>46 249</b>	<b>46 249</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
· Titres non cotés				
· Titres cotés				
· Avances consolidables				
· Créances rattachées				
· Dépréciations				
<b>Sous-total titres de participation</b>				
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
· Titres non cotés				
· Titres cotés				
· Avances consolidables				
· Créances rattachées				
· Dépréciations				
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Valeur nette au bilan</b>				
<b>Total des titres de participation</b>	<b>46 091</b>	<b>46 091</b>	<b>46 249</b>	<b>46 249</b>

(en milliers d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>TOTAL VALEURS BRUTES</b>				
Titres non cotés	46 091	46 091	46 249	46 249
Titres cotés				
<b>TOTAL</b>	<b>46 091</b>	<b>46 091</b>	<b>46 249</b>	<b>46 249</b>

## NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

### NOTE 7.1 Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	01/01/2022	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	30/06/2022
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	46 518				46 518
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-269	-158			-427
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>46 249</b>	<b>-158</b>			<b>46 091</b>
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>46 249</b>	<b>-158</b>			<b>46 091</b>

### NOTE 7.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	01/01/2022	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	30/06/2022
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	227 424				227 424
Amortissements et dépréciations					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>227 424</b>				<b>227 424</b>
<b>TOTAL</b>	<b>227 424</b>				<b>227 424</b>

## NOTE 8 ACTIONS PROPRES

Néant

## NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	1 252 592	1 205 108
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	693 213	269 383
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 945 805</b>	<b>1 474 491</b>
<b>Compte de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert		
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	35 897	39 560
Charges constatées d'avance	738	
Charges à répartir	4 055	31
Autres comptes de régularisation	91 331	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>132 020</b>	<b>39 592</b>
<b>Total</b>	<b>2 077 826</b>	<b>1 514 083</b>

(1) les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 1 576 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Les AUTRES ACTIFS sont principalement composés d'options achetées (pour 1 252 592 milliers d'euros), des dépôts de garantie versés liés à l'activité du collatéral (668 828 milliers d'euros), des acomptes d'impôt sur les sociétés (11 812 milliers d'euros), des créances clients (1 457 millier d'euros), et des autres créances (11 116 milliers d'euros).

Les Autres produits à recevoir sont relatifs principalement à l'activité de garantie.

## NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2021	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 30/06/2022
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle						
Sur opérations sur titres	660	4 949				5 609
Sur valeurs immobilisées						
Sur autres Actifs						
<b>Total</b>	<b>660</b>	<b>4 949</b>				<b>5 609</b>

## NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2022					Dettes rattachées	Total	31/12/2021 Total
	≤ 3mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal			
<b>Etablissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
· à vue	1 444 028				1 444 028		1 444 028	1 474 196
· à terme	335 000	256 000			591 000		591 000	511 000
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>1 779 028</b>	<b>256 000</b>			<b>2 035 028</b>		<b>2 035 028</b>	<b>1 985 196</b>

## NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Néant

## NOTE 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2022					Dettes rattachées	Total	31/12/2021 total
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal			
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables			25 132	6 000	31 132	15	31 147	32 023
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
<b>VALEUR AU BILAN</b>			<b>25 132</b>	<b>6 000</b>	<b>31 132</b>	<b>15</b>	<b>31 147</b>	<b>32 023</b>

## NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
<b>Autres passifs</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	1 310 046	750 190
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	103 181	688 113
Versements restant à effectuer sur titres		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 413 227</b>	<b>1 438 303</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
- Comptes d'encaissement et de transfert		
- Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
- Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	11 974	14 719
- Produits constatés d'avance	7 504	2 589
- Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	1 128	476 905
- Autres charges à payer	9 356	12 565
- Autres comptes de régularisation		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>29 962</b>	<b>506 777</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 443 189</b>	<b>1 945 080</b>

Les AUTRES PASSIFS sont principalement composés d'options vendues (1 310 046 milliers d'euros), des dépôts de garantie reçus liés à l'activité du collatéral (43 080 milliers d'euros), de la charge d'Impôt sur les sociétés (10 240 milliers d'euros) et des autres dettes pour le solde soit 49 861 milliers d'euros.

## NOTE 15 PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 01/01/2022	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 30/06/2022
<b>Provisions</b>						
Pour engagements de retraite et assimilés	87					87
Pour autres engagements sociaux						
Pour risques d'exécution des engagements par signature	7 946	9 944		-111		10 092
Pour litiges fiscaux						
Pour autres litiges						
Pour risques pays						
Pour risques de crédit						
Pour restructurations						
Pour impôts						
Sur participations						
Pour risques opérationnels						
Autres provisions	8 768	4 072	-3 432	-327		9 082
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>9 115</b>	<b>14 016</b>	<b>-3 432</b>	<b>-438</b>		<b>19 261</b>

## NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT

Néant

## NOTE 17 Engagements sociaux - Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies

<u>Variations de la dette actuarielle</u>			<u>Variations de juste valeur des actifs des régimes</u>		
(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>245</b>	<b>236</b>	<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1</b>	<b>157</b>	<b>148</b>
Coûts des services rendus sur la période		15	Rendement attendu des actifs		1
Effet de l'actualisation		2	Gains/pertes actuariels		8
Cotisations employés			Cotisation de l'employeur		
Modifications, réductions et liquidations de régime			Cotisation de l'employé		
Variation de périmètre		-61	Modification/réduction/liquidation de régime		
Indemnités de cessation d'activité			Variation de périmètre		
Prestations versées			Indemnités de cessation d'activité		
(Gains) / pertes actuariels		53	Prestations versées par le fonds		
<b>Dette actuarielle au 31/12/N</b>	<b>245</b>	<b>245</b>	<b>Juste valeur des actifs / droit à remboursement au 31/12/N</b>	<b>157</b>	<b>157</b>

<u>Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat</u>			<u>Position nette</u>		
(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Coûts des services rendus sur la période		15	<b>Dette actuarielle au 31/12/N</b>	<b>245</b>	<b>245</b>
Coût financier		2	Impact de la limitation d'actifs		
Rendement attendu des actifs sur la période		-2	Juste valeur des actifs en fin de période	<b>-157</b>	<b>-157</b>
Amortissement du coût des services passés			<b>Position nette (passif)/actifs au 31/12/N</b>	<b>-88</b>	<b>-88</b>
Autres gains ou pertes					
<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>		<b>15</b>			

## NOTE 18 FONDS POUR RISQUE BANCAIRES GENERAUX

Néant

## NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2022						31/12/2021
	<3mois	>3mois <1an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
<b>Dettes subordonnées à terme</b>							
Euro							
Dollar							
<b>Titres et emprunts participatifs</b>							
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>							
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)</b>				100 000	100 000	508	100 508
<b>C/C bloqués des Caisses Locales</b>							
<b>Dépôts Garantie à caractère mutuel</b>							
<b>VALEURS AU BILAN</b>				<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>508</b>	<b>100 508</b>

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 508 milliers d'euros au 30 juin 2022.

## NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes, réserves et report à nouveau	Acompte sur dividendes	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 décembre 2021</b>	<b>40 320</b>	<b>548 146</b>			<b>121 943</b>	<b>710 409</b>
Dividendes versés au titre de 2021		-121 927				-121 927
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social		121 943			-121 943	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2022					71 083	71 083
Autres variations						
<b>Solde au 30 juin 2022</b>	<b>40 320</b>	<b>548 162</b>			<b>71 083</b>	<b>659 565</b>

## NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
Capitaux propres	659 565	710 409
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs	100 508	100 008
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>760 073</b>	<b>810 417</b>

## NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 30 juin 2022 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31 décembre 2021 Opérations avec les entreprises liées et les participations
<b>Créances</b>	<b>1 035 903</b>	<b>2 156 550</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières	4 435	480 559
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 031 468	1 675 992
<b>Dettes</b>	<b>2 135 536</b>	<b>2 085 204</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières	2 035 536	1 985 196
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	100 508	100 008
<b>Engagements donnés</b>	<b>10 932 214</b>	<b>13 621 198</b>
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle	10 932 214	13 621 198
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

## NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

(en milliers d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	4 287 752	4 287 899	4 781 160	4 781 841
Autres devises de l'Union Europ.	317	167	214	-12
Franc Suisse				
Dollar	447	450	267	2
Yen			71	
Autres devises	181	181	119	
<b>Total</b>	<b>4 288 697</b>	<b>4 288 697</b>	<b>4 781 831</b>	<b>4 781 831</b>

## NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, EMPRUNTS ET PRETS EN DEVISES

(en milliers d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	à recevoir	à livrer	à recevoir	à livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>				
Devises				
Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>38 645</b>	<b>39 328</b>	<b>39 285</b>	<b>39 746</b>
Devises	18 962	19 297	19 487	19 715
Euros	19 682	20 031	19 798	20 031
<b>Prêts et emprunts en devises</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>38 645</b>	<b>39 328</b>	<b>39 285</b>	<b>39 746</b>

**NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME**

(en milliers d'euros)	30/06/2022			31/12/2021
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>591 000</b>	<b>38 712 054</b>	<b>39 303 054</b>	<b>39 749 897</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>591 000</b>	<b>38 712 054</b>	<b>39 303 054</b>	<b>39 749 897</b>
Swaps de taux d'intérêt	591 000	2 038 567	2 629 567	2 666 008
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change		77 972	77 972	79 031
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		36 595 515	36 595 515	37 004 858
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>22 413 338</b>	<b>22 413 338</b>	<b>21 806 019</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
* Achetés				
* Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>22 413 338</b>	<b>22 413 338</b>	<b>21 806 019</b>
Options de swap de taux :				
* Achetés				
* Vendus				
Autres instruments de taux d'intérêt à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments de taux de change à terme :				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
* Achetés		17 771 072	17 771 072	17 196 101
* Vendus		4 642 265	4 642 265	4 609 919
Autres instruments à terme				
* Achetés				
* Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit :				
* Achetés				
* Vendus				
<b>TOTAL</b>	<b>591 000</b>	<b>61 125 391</b>	<b>61 716 391</b>	<b>61 555 917</b>

(1) : Les montants indiqués sur les opérations fermes doivent correspondre au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats)

**NOTE 25.1 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DUREE RESIDUELLE**

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2022			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
FRA									
Swaps de taux d'intérêt	179 510	2 200 026	250 031	179 510	2 200 026	250 031			
Swaps de devises									
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices	3 243 725	12 094 557	21 257 232	3 243 725	12 094 557	21 257 232			
Opérations conditionnelles sur actions et indices		5 629 180	16 784 157		5 629 180	16 784 157			
Dérivés sur actions, indices boursier									
<b>Sous total</b>	<b>3 423 235</b>	<b>19 923 763</b>	<b>38 291 420</b>	<b>3 423 235</b>	<b>19 923 763</b>	<b>38 291 420</b>			
Opérations de change à terme		77 972			77 972				
<b>Total général</b>	<b>3 423 235</b>	<b>20 001 736</b>	<b>38 291 420</b>	<b>3 423 235</b>	<b>20 001 736</b>	<b>38 291 420</b>			

## NOTE 25.2 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	30/06/2022		31/12/2021	
	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel
Futures				
Options de change				
Opérations fermes en devise sur marchés organisés				
FRA				
Swaps de taux d'intérêt	-3 258	2 629 567	-1 465	2 666 008
Swaps de devises				
Caps, Floors, Collars				
Dérivés sur actions, indices boursier et métaux précieux	37 135	59 008 852	-16 171	58 810 878
<b>Sous total</b>	<b>33 877</b>	<b>61 638 419</b>	<b>-17 637</b>	<b>61 476 886</b>
Opérations de change à terme	16	77 972	5	79 031
<b>TOTAL</b>	<b>33 893</b>	<b>61 716 391</b>	<b>-17 632</b>	<b>61 555 917</b>

## NOTE 25.3 VENTILATION DES CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET

(en milliers d'euros)

CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET ET DE DEVISES	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux		591 000		2 038 567
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 1er du règlement 90.15 du CRBF.

## NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>19 457 362</b>	<b>22 659 986</b>
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
- Ouverture de crédits confirmés		
- Autres engagements en faveur de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>19 457 362</b>	<b>22 659 986</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		

- Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
- Autres garanties		
Engagements d'ordre de la clientèle	19 457 362	22 659 986
- Cautions immobilières		
- garanties financières		
- Autres garanties d'ordre de la clientèle	19 457 362	22 659 986
<b>Engagements sur titres</b>		
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

#### **NOTE 26.1 ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE**

Dans le cadre de la réglementation EMIR (European Market and Infrastructure Regulation), qui s'applique à toute contrepartie, financière (établissements de crédit, entreprises d'investissement, compagnies d'assurance, sociétés de gestion...) ou non financière qui effectue une transaction sur un produit dérivé de gré à gré, Amundi Finance enregistre au titre de son activité :

- Les valeurs reçues en garantie de ses contreparties pour 1 181 202 milliers d'euros,
- Les valeurs données en garantie à ses contreparties pour 561 051 milliers d'euros.

#### **NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES**

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- Une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- Les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.
- Des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

#### **Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme**

(en milliers d'euros)	30/06/2022			31/12/2021		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	1 357 679	1 128	1 356 551	1 631 343	4 350	1 626 993
Risques sur les autres contreparties						
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>1 357 679</b>	<b>1 128</b>	<b>1 356 551</b>	<b>1 631 343</b>	<b>4 350</b>	<b>1 626 993</b>
<b>Dont risques sur contrats de :</b>						
taux d'intérêt, change et matières premières	19 120		19 120	42 929		42 929
Dérivés actions et sur indices	1 338 558		1 338 558	1 588 414		1 588 414
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>1 357 679</b>		<b>1 357 679</b>	<b>1 631 343</b>		<b>1 631 343</b>
<b>Incidences des accords de compensation</b>	<b>37 080</b>		<b>37 080</b>	<b>660 551</b>		<b>660 551</b>
<b>Total après effet des accords de compensation</b>	<b>1 320 599</b>	<b>1 128</b>	<b>1 319 471</b>	<b>970 792</b>	<b>4 350</b>	<b>966 442</b>

## NOTE 28 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 272	6 217	2 831
Sur opérations avec la clientèle	24	368	6
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	452	830	413
Produit net sur opérations de macro-couverture			
Autres intérêts et produits assimilés	45	48	23
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>2 793</b>	<b>7 464</b>	<b>3 272</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 441	-2 552	-1 193
Sur opérations avec la clientèle	-414	-649	-246
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-1 851	-3 062	-1 484
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-576	-1 317	-677
Autres intérêts et charges assimilées	-118	-190	-94
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-4 400</b>	<b>-7 769</b>	<b>-3 694</b>
<b>Total Produits nets d'intérêt et revenus assimilés</b>	<b>-1 607</b>	<b>-305</b>	<b>-422</b>

## NOTE 29 REVENUS DES TITRES

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Titres de placement			

Livret de développement durable			
Titres d'investissement			
Opérations diverses sur titres			
<b>Revenus des titres fixes</b>			
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autre titres détenus à long terme	54 471	53 241	53 244
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille			
Opérations diverses sur titres			
<b>Revenus des titres variables</b>	<b>54 471</b>	<b>53 241</b>	<b>53 244</b>
<b>TOTAL DES REVENUS SUR TITRES</b>	<b>54 471</b>	<b>53 241</b>	<b>53 244</b>

### NOTE 30 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

(en milliers d'euros)	30/06/2022			31/12/2021			30/06/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit									
Sur opérations avec la clientèle									
Sur opérations sur titres	13 696	-9 973	3 723	30 146	-21 169	8 977	15 768	-11 075	4 693
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	23 894	-3 905	19 989	55 304	-4 031	51 273	25 729	-1 285	24 444
Sur prestations de services financiers									
Provision pour risques sur commissions	3 758	-4 072	-314	3 120	-7 299	-4 179	783	-2 486	-1 702
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>41 349</b>	<b>-17 950</b>	<b>23 399</b>	<b>88 570</b>	<b>-32 499</b>	<b>56 071</b>	<b>42 279</b>	<b>-14 845</b>	<b>27 434</b>

### NOTE 31 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Solde des opérations sur titres de transaction	-7 783	4 683	4 126
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés			
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	31 866	37 866	16 853
<b>GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS</b>	<b>24 083</b>	<b>42 549</b>	<b>20 979</b>

### NOTE 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021

Titres de placement			
Dotations aux dépréciations	-4 949	-106	-103
Reprises de dépréciations		-388	
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-4 949	-494	-103
Plus-values de cession réalisées		19	
Moins-values de cession réalisées			
Solde des plus et moins-values de cession réalisés		19	
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>-4 949</b>	<b>-475</b>	<b>-103</b>
Titre de l'activité de portefeuille			
Dotations aux dépréciations			
Reprises de dépréciations			
Dotation ou reprise nette aux dépréciations			
Plus-values de cession réalisées			
Moins-values de cession réalisées			
Solde des plus et moins-values de cession réalisés			
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>			
<b>GAINS OU PERTE SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>-4 949</b>	<b>-475</b>	<b>-103</b>

### NOTE 33 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Produits divers			
Quote-part des opérations faites en commun			
Refacturation et transfert de charges			
Reprises provisions			
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>			
Charges diverses			
Quote-part des opérations faites en commun			
Refacturation et transfert de charges		-747	
Dotations provisions			
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>		<b>-747</b>	
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>		<b>-747</b>	

### NOTE 34 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
<b>Frais de personnel</b>			
Salaires et traitements	-417	-853	-415
Charges sociales	-154	-337	-155

Intéressement et participation	-55	-112	-59
Impôts et taxes sur rémunérations	-84	-108	-67
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-710</b>	<b>-1 410</b>	<b>-696</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel			
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-710</b>	<b>-1 410</b>	<b>-696</b>
<b>Frais administratifs</b>			
Impôts et taxes (1)	-1 293	-3 280	-1 625
Services extérieurs et autres frais administratifs	-2 247	-4 130	-2 225
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-3 540</b>	<b>-7 410</b>	<b>-3 850</b>
Refacturation et transferts de charges administratives			
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-3 540</b>	<b>-7 410</b>	<b>-3 850</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-4 250</b>	<b>-8 819</b>	<b>-4 546</b>

(1) dont 697 milliers d'euros au titre du fonds de résolution.

#### NOTE 34.1 EFFECTIF

(en effectif moyen du personnel)	30/06/2022	31/12/2021
Cadres	9	9
Non-cadres		
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<i>Dont : France</i>	9	9
<i>Etranger</i>		
<i>Dont personnel mis à disposition</i>		

#### NOTE 35 COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-9 944</b>		<b>-113</b>
Dépréciations de créances douteuses			
Autres dotations aux provisions et dépréciations	-9 944		-113
<b>Reprises des provisions et dépréciations</b>	<b>111</b>	<b>7 686</b>	<b>1 215</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses			
Autres reprises de provisions et dépréciations	111	7 686	1 215
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-9 832</b>	<b>7 686</b>	<b>1 102</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées			
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées		-2 218	

Décote sur prêts restructurés			
Récupérations sur créances amorties			
Autres pertes			
Autres produits			
<b>COÛT DU RISQUE</b>	<b>-9 832</b>	<b>5 468</b>	<b>1 102</b>

### **NOTE 36 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES**

Néant

### **NOTE 37 IMPOT SUR LES BENEFICES**

(en milliers d'euros)

Répartition de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	81 268	10 229	71 039
Provisions réglementées			
participation des salariés aux fruits de l'expansion	48	4	44
Résultat	81 316	10 233	71 083
Crédit d'impôts			
Avoirs fiscaux			
Imputation			
Impôts sur les sociétés	81 316	10 233	71 083

Amundi Finance fait partie du groupe d'intégration fiscale d'Amundi depuis le 1er janvier 2010.

### **NOTE 38 IMPLANTATIONS DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIF**

Néant

### **NOTE 39 AFFECTATION DES RESULTATS**

Amundi Finance

37

Non applicable au 30 juin 2022.

**NOTE 40 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi. En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du Groupe Amundi.

**REMUNERATIONS DIVERSES**

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. La rémunération des dirigeants est connue des actionnaires.

---

# 03

## Rapport des Commissaires aux Comptes

## **Amundi Finance**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022

**Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes  
sur les comptes intermédiaires**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine cedex  
S.A.S. au capital de € 2 510 460  
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

## **Amundi Finance**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022

### **Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires**

Au Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Amundi Finance et en réponse à votre demande dans le cadre du programme multi-émetteurs de la société Amundi, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires de la société Amundi Finance, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes intermédiaires présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant.

Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 6 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Laurent Tavernier

Claire Rochas

---

# 04

## Déclaration du Directeur Général

**AMUNDI FINANCE**  
**Société Anonyme**  
**Au capital de 40 320 157 euros**  
**Siège social : 91-93, boulevard Pasteur 75015 Paris**  
**421 304 601 RCS Paris**

**Déclaration du Directeur Général**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 6 septembre 2022

Olivier GUILBAULT  
Directeur Général

## MENTIONS LÉGALES

### **Amundi Finance**

Société Anonyme au capital social de 40 320 157 euros

Etablissement de crédit régi par le Code Monétaire et Financier

Siège social : 91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris - France.

Adresse postale : 91-93, boulevard Pasteur CS21564 75730 Paris Cedex 15 - France

Siren : 421 304 601 RCS Paris - Siret : 421 304 601 000 30 - Code APE : 6419 Z - N° Identification TVA : FR32421304601

Etablissement de crédit agréé par l'ACPR